

« L'Europe et l'Union pour la Méditerranée, ambition réaliste ou utopie ? »

Animateur : Maurice SZAFRAN, MARIANNE

Intervenants :

Hassan ABOUYOUB, Ambassadeur itinérant du Royaume de Maroc

Hélé BEJI, Philosophe (Tunisie)

Elisabeth GUIGOU, Ancienne Ministre des Affaires européennes

Michel VAUZELLE, Président de la région PACA

Alors qu'une réunion est prochainement prévue pour fixer les premières bases de l'Union pour la Méditerranée, notamment le principe d'une gouvernance bicéphale, des engagements sur l'accès à l'eau potable et la dépollution, l'essentiel de sa forme et de ses missions reste à fixer. Les ambitions qu'elles affichent la forcent à faire face à des obstacles non négligeables. Alors, utopie ou ambition ?

Michel Vauzelle, président de la région PACA, ouvre le débat en évoquant son appel fait dans la presse à destination du Président de la République. Il reconnaît l'influence positive du Président qui a permis de rouvrir les discussions sur le projet d'Union Méditerranéenne. Il craint cependant que ces discussions ne retombent dans les mêmes travers que ceux ayant abouti aux processus de Barcelone I puis II : afficher une volonté de dialogue, mais qui ne soit pas poursuivie au delà de la réunion qui se tiendra le 13 juillet.

En effet, en tant que président de la région PACA, Mr Vauzelle participe de plain-pied à l'instauration par la base d'un véritable tissu, une véritable communauté d'échanges, avec les villes et régions des pays de la rive sud. Cette implication lui a permis de prendre conscience du lourd décalage entre les niveaux de vie de pays si proches. Il appelle donc les pays de la rive Nord à manifester une véritable volonté politique de réduire les inégalités, problème dont il considère la résolution essentielle non seulement pour soutenir l'action des collectivités territoriales, mais surtout comme base préalable à une coopération durable. Une telle coopération serait non seulement souhaitable, mais surtout favorable et profitable à tous les acteurs. Avant tout, ne pas adopter une politique active contre l'immigration, et non pas de réelle main tendue, la situation risque dans le pire des cas de déboucher, non sur une guerre entre rive nord et rive sud, mais bel et bien des guerres civiles au sein des pays du nord, dont les dégradations sociales actuelles constituent les signes avant-coureurs.

Il portera donc ce message aux gouvernements à l'issue de la réunion qui rassemblera les régions le 13 juin 2008.



La philosophe Hélé Beji, pour éclairer le débat relativement à la vision européenne de la coopération, a insisté sur les dangers de dérives que présentaient les discours actuels. Pour elle, le message qui est passé par les politiques et médias fleure bon la dérive. En premier lieu, elle constate par les politiques d'immigrations actuelles que depuis la chute du mur de Berlin, on a dressé un autre mur, séparant l'Europe des pays de la rive sud. On a ainsi privé ces pays, et notamment leurs jeunes, d'une première de leurs libertés, la liberté de voyager. Elle considère ainsi cette substitution de « voyageurs » par « immigrés » comme un premier signe de dérive de la démocratie.

Son deuxième problème se trouve dans la tendance actuelle selon elle à laisser remonter les conflits. « La véritable réconciliation est l'héritage des morts ». Pourtant, au lieu de tout faire pour apaiser les tensions, on assiste à une remontée par les acteurs des conflits ancestraux pour raviver les tensions.

Mme Beji demande à ce que soient remises en avant les notions de liberté et de souveraineté, Et attire de ce fait l'attention sur une autre dérive des pays européens, celle d'une volonté d'imposer la démocratie, sorte de retour à l'ancien esprit du colonialisme. On ressent selon elle un esprit similaire à antan, cette idée d'une civilisation supérieure qui viendrait éduquer les civilisations inférieures. Elle craint que la démocratie ne tende à devenir une injonction religieuse, une « démocratie impériale ».

De l'autre côté cependant, la critique doit également s'exercer. Il est certain que les pays de la rive sud n'ont pas fourni d'efforts faramineux en faveur des européens, notamment dans les domaines technologiques. Ils doivent aussi absolument éviter que la religion ne devienne une démocratie, qu'elle s'insinue au sein de ses principes pour la déformer.

Elle voit dans l'Irak actuel une illustration de ses craintes se réalisant. Mr. Vauzelle a également réagi à ce propos en évoquant le cas des États-Unis, dont la tendance à intégrer le religieux au politique rejoint cette idée, et illustre ainsi l'universalisme des dérives.

Pour conclure, une démocratie ne doit pas et ne peut pas être introduite de force, il faut lui laisser le temps d'investir naturellement la place, et doivent être précédés par l'affirmation de la laïcité de l'État. La preuve en est apportée par l'Europe, où le processus n'est pas totalement achevé.

Pour finir, tient à évoquer brièvement l'expression de « droit culturel » qui lui semble suspecte, et lui préfère la notion de civilité, qui constitue la genèse de la démocratie, et souligne l'importance de renouer avec ses racines, retrouver la correspondance entre l'ancien et le nouveau qui se trouve à la source de tous les renouvellements créatifs.

En conclusion, elle appelle à ce que les citoyens des pays de la rive Sud retrouvent leur liberté de passage : « Il nous faut un libre accès au monde pour pouvoir en rêver un autre ».

Après cet exposé proche du politique qu'il n'y paraît au premier abord, Madame Guigou est venue présenter son opinion sur la viabilité de ce projet d'Union Méditerranéenne. Madame Guigou, qui concilie en sa personne les deux visions opposées, de par ses origines et sa carrière politique, considère le projet avec optimisme. Cet optimisme dans la réussite du projet trouve ses racines dans trois facteurs relatifs à la genèse du projet : il a une origine française, ancienne et non partisane. Française tout d'abord, qui s'explique naturellement par l'histoire des relations de colonisation et décolonisation entre la France et les pays de la rive sud, qui ont instauré un climat d'intimité, composé il est vrai de ressentiment et de remords. Intimité plus forte que celle qu'ont pu instaurer d'autres pays européens, moins tournés vers leur Sud que vers l'Amérique Latine ou les États-Unis.

L'initiative lancée transmet justement la forte volonté qui s'exprime de dépasser ces sentiments. C'est pourquoi elle est également non partisane, ce que l'on constate en voyant que tous

les Présidents depuis François Mitterrand son attachement à cette zone, lors même que les impératifs politiques leur imposaient de privilégier d'autres zones.

L'appel lancé dans le journal Le Monde en décembre 2005 affiche cette volonté d'aboutir à une coopération structurée de manière plus équitable, en s'appuyant notamment sur la parité dans la direction. Seule l'arrogance française a pu freiner le processus, qui ne saurait être mis en place en l'imposant aux autres mais nécessite bien des discussions multilatérales.

Aujourd'hui, ces difficultés sont passées, mais tout reste cependant à faire. S'il est indéniable que l'Union pour la Méditerranée constitue une chance tant pour les pays du Nord que pour les pays du Sud, il faut faire face à de grandes difficultés, pour démontrer que la gestion commune est non seulement une chance, mais avant tout une nécessité pour résoudre les problèmes à venir.

D'abord se pose la question de la démographie, laquelle nécessite de concilier le vieillissement en Europe et l'accroissement de la jeunesse dans le Sud. Nous devons maîtriser ces populations sans passer par un « rideau », en facilitant le passage et développant les échanges d'étudiants, notamment par l'établissement d'un ERASMUS méditerranéen. Une auditrice a à ce propos évoqué la proposition d'une Université méditerranéenne. Mr Vauzelle a souligné, à ce propos, le paradoxe difficilement compréhensible, du voyage de dizaines de milliers de personnes âgées vers les pays du Sud, tandis que des milliers de jeunes de ces pays voulant étudier ou travailler se voyaient refuser l'accès aux pays du Nord, ce qui bloque leurs perspectives personnelles et entraîne une régression des échanges culturels. Parmi les échanges avec le public, une auditrice a évoqué la question des échanges culturels, qui lui semble avoir été délaissée ; dans la même voie, un auditeur a évoqué le manque d'implication des jeunes dans les réflexions engagées, alors que ces projets vont les impliquer au premier chef ; en réaction, Mme Guigou a rappelé qu'il existe de nombreux programmes d'implication des jeunes, et a assuré qu'elle inciterait les collectivités à inviter des jeunes issus de tous les horizons à participer aux débats, en signe de la volonté d'implication des nouvelles générations.

Ensuite les défis économiques, et en premier lieu diminuer la dépendance économique.

Vient encore la question de la démocratisation déjà évoquée, et pour laquelle Mme Guigou approuve les critiques apportées par Mme Beji, et insiste au passage sur le rôle essentiel de la femme et de la religion.

Il faudra aussi s'occuper des questions de sécurité collective, de l'environnement, etc...

Mme Elisabeth Guigou soutient donc la vision d'une Union pour la Méditerranée qui irait au-delà d'une simple déclaration politique, pour s'engager dans un processus de réduction des déséquilibres, une réorganisation des frontières pour l'immigration, repenser la parité des décisions. Pour que cela soit possible, il faut au préalable cependant que les clivages soient surmontés, car un tel projet ne peut être mis en place si le dialogue se déroule entre une véritable union d'un côté, et un simple rassemblement de l'autre.

Il faut cependant rester confiant dans la réussite de ce projet, seul projet permettant de créer un levier d'influence dans le cadre de la mondialisation, la globalisation affectant non seulement l'économie et les finances mais jusqu'à la société dans son ensemble. Sans cette Union, l'Europe risque de voir son influence péricliter au profit surtout des autres puissances comme les Etats-Unis et surtout l'Asie.

« On a les chances d'un développement économique sociétal et politique pour peser sur les nouveaux défis, civilisation, climat, pollution de l'eau, énergie, sécurité collective, maîtrise des



populations, nous les relèverons ensemble ou serons les uns et les autres les perdants de la mondialisation. »

Son Excellence Hassan Abouyoub finit le tour de table, en bouclant la boucle par un retour à la question initiale : ce projet est-il une utopie ou la simple concrétisation d'une grande ambition ? Pour lui, on n'est absolument pas dans une utopie, mais dans une ambition exigeante mais réaliste, car le projet n'est pas né ex nihilo mais s'appuie sur une volonté constamment renouvelée, dont la finalité était et reste l'homme. Pour lui, les autocritiques exprimées durant le Forum sont constructives mais il faut désormais se tourner vers l'avenir, en tenant compte des trois leçons suivantes :

- D'abord ne plus s'enfermer dans l'élite administrative et diplomatique, et impliquer ceux qui sont concernés au premier plan notamment les pauvres, en intégrant les spécificités culturelles de chaque pays.
- Renforcer et assister les efforts des collectivités territoriales qui, comme le rappelle Mr. Vauzelle, soutenu par certains auditeurs, permettent de discuter et faire avancer l'esprit de coopération, pouvant de par leur rôle local éviter les discussions sensibles.
- Associer les sages de tout horizon dans la prise de décision pour éviter de rester sur un simple discours politique, notamment lors de la réunion du 13 juillet prochain.
- Il est essentiel que les États de la rive sud « aient la décence de se mettre autour d'une table, pour se mettre d'accord, à défaut d'une langue unique, au moins d'une méthodologie de négociations. » Privilégier un rapprochement commun à des statuts privilégiés négociés individuellement.
- Ne pas négliger les enjeux de paix et de sécurité dans la zone méditerranéenne, qui limitent la marge de manœuvre des décisionnels, mais mettre au jour le conflit pour pouvoir le contenir au sein d'un espace de dialogue.

Pour conclure, Son Excellence souligne que le contexte est aujourd'hui bien plus favorable à l'accomplissement de ce projet qu'il n'y a dix ans, eu égard notamment aux évolutions actuelles de la structure de l'OTAN. Si la réunion du 13 juillet 2008 débouche sur l'adoption des principes évoqués, la création d'un Fonds de financement et d'un Secrétariat assurant la gouvernance, cela sera une avancée majeure vers l'instauration d'un partenariat durable.